|  |
| --- |
| **Moody’s : Baa3, Stable | Fitch : BBB-, Stable | S&P : BBB-** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Points forts**   * **Liens étroits avec les pays membres de la zone euro** * **Secteur industriel diversifié** * **Dette publique soutenable** * **L’intégration récente à l’espace Schengen pourrait créer de nouvelles opportunités de commerce** | **Points faibles**   * **Le déclin démographique : population vieillissante, émigration importante (en particulier des jeunes diplômés)** * **La proximité géographique avec la guerre russo-ukrainienne** * **Corruption endémique qui mine les institutions, alimente la défiance de la population et nuit au climat des affaires** |

Rappels importants

Peu après la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, la révolution roumaine éclate le **16 décembre de la même année et aboutit au renversement du régime communiste**, à l’exécution du dictateur Nicolae Ceaușescu.

Cet événement inaugure le début de la métamorphose du régime communiste en une **démocratie parlementaire** et d’une économie planifiée d’Etat en une **économie de marché**.

**Pays de taille moyenne (240 000 km²) de 19 millions d’habitants**, entre l’Ukraine, la Hongrie et la Bulgarie (entre autres) et possède un littoral de la mer Noire. **Le pays possède un PIB réel par habitant de 10 250 euros.**

**Membre de l’OTAN depuis 2004, membre de l’Union Européenne depuis 2007** sans avoir intégré la zone euro.

Le pays possède des **liens étroits avec la Moldavie voisine**, avec qui elle partage une langue et une culture commune. La **Constitution moldave prévoit la convocation d’un référendum afin de trancher sur la question d’une réunification avec la Roumanie. Toutefois, les tensions liées à la région pro-russe de Transnistrie, rendent cette possibilité peu probable dans l’immédiat.**

Actualité

**La Roumanie a officiellement fait son entrée dans l’espace Schengen le 31 mars 2024, dans le cadre d’une adhésion partielle limitée aux aéroports et aux ports maritimes.**

La Roumanie connaît **une « super-année électorale »**, qui commence le 9 juin avec les **municipales** et les **européennes**, l’élection **présidentielle** se tiendra en septembre prochain et des élections **législatives** suivront en décembre.

D’après les sondages, le **parti AUR d’extrême droite, eurosceptique, est attendu entre 20 et 30%** lors des prochaines élections européennes.

Contexte

Depuis 2021, **le pays est dirigé par une coalition et prévoit une rotation tous les 18 mois à la tête du gouvernement** entre le **Parti National Libéral** (centre-droit) et le **Parti Social-Démocrate** (centre gauche) dont est issu le Premier Ministre, **Marcel Ciolacu depuis le 15 juin 2023**.

Le **gouvernement en place dispose d’une majorité confortable** à la Chambre des députés **avec 183 sièges** dont 104 issus du PSD et 79 provenant du PNL, pour une majorité fixée à **166 sièges**.

**L’économie roumaine fait face à un double-défi** : la **population est vieillissante** (la part de la population âgée de plus de 64 a atteint 29,1 % en 2020 et passerait à 53,9 % en 2050 selon les projections de l’ONU) et il existe une **forte émigration** (plus de 5 millions de Roumains ont quitté leur pays pour aller vers l’Europe de l’Ouest).

Faits économiques

**Depuis son adhésion à l’UE en 2007, la Roumanie a fortement progressé en termes de convergence économique**. En effet, le PIB/habitant est passé de 39 % de la moyenne de l’UE en 2006 à 77% en 2022, cela a été permis par un afflux de capitaux étrangers et un **tissu productif de plus en plus efficace et diversifié**.

**Après une année 2022 marquée par une forte croissance à + 4,7%, l’année 2023 s’est traduite par un ralentissement de l’économie avec une croissance à +2,0%.** Ce ralentissement est imputable à des chocs négatifs consécutifs à l’invasion de l’Ukraine par la Russie à savoir : une crise énergétique qui a dopé le taux d’inflation (**16,8% en 2022, 7,4% en janvier 2024**), une hausse des taux d’intérêts pour tenter de la juguler, ce qui a engendré un **affaiblissement de la demande extérieure et intérieure.**

La Roumanie enregistre **un déficit public de -5,3%, un chiffre qui est plus élevé que les autres pays de la zone.** Cette situation devrait **sensiblement s’améliorer prochainement, à la suite d’un ensemble de mesures fiscales promulgué en octobre dernier et qui devrait générer 4 milliards d’euros de recettes supplémentaires par an** (soit 20% du déficit de 2023). Quant au **contrôle des dépenses, celui-ci est compliqué à effectuer** dans un contexte d’augmentation des prix, de vieillissement de la population et d’accueil de réfugiés ukrainiens.

**En juin 2023, la Commission Européenne a toutefois averti le pays que l'absence d’amélioration de la situation budgétaire pourrait conduire à la suspension des aides au titre du fonds de cohésion.**

La dette publique de la Roumanie est **à nouveau orientée à la hausse depuis 2022** et pourrait avoisiner **50% du PIB en 2024**. Cependant, elle **reste inférieure à la moyenne de l’UE** (83% en 2023) et à celle de la majorité des pays de la zone.

Cette **dette est détenue à près de 60% par les résidents du pays**, essentiellement à moyen-terme, et est libellé presque exclusivement en euros.

**Selon la Commission Européenne, la Roumanie possède un niveau d’endettement qui présente des risques modérés à court-terme, comme à moyen-terme.**

Quant à la position extérieure, **le solde courant s’est détérioré pour atteindre -9,3%** en raison d’une hausse des coûts des importations liée à la **conjoncture macroéconomique internationale, avec une inflation importée d’Allemagne et d’Italie avec qui la Roumanie entretient des liens importants. Cette situation devrait s’améliorer,** d’abord à moyen terme grâce à la modération du prix des biens importés, et à plus long terme grâce à la baisse des importations de gaz impliqué par l’exploitation de réserves près de la mer Noire. D’ailleurs sur ce segment, la Roumanie pourrait passer de dépendant à exportateur net.

**Le ratio de dette extérieure / PIB devrait se stabiliser autour de 50 % du PIB.** Cette dette est à 60% une dette publique, provenant notamment de fonds européens, limitant les risques de soutenabilité.

**Les réserves de change ont progressé d’environ 25% entre fin 2022 et octobre 2023, pour atteindre environ 60 milliards de dollars (soit 54,8 milliards en euros), ce qui couvre environ 4 à 5 mois d’importation.**

Quant à la politique monétaire, la NBR a progressivement relevé son taux directeur pour le porter à 7% en janvier 2023 (2% en janvier 2022) et l’a maintenu depuis cette date. Les décisions prochaines de la NBR seront dictées par l’évolution de la hausse des prix, de l’activité économique mais aussi par les décisions de la BCE et des autres banques centrales de la zone afin de limiter les écarts de taux qui impliqueraient des tensions sur la monnaie locale.

**Le gouvernement roumain a objectif d’intégrer la zone euro en 2029, ce qui semble peu probable car, en l’état la Roumanie ne respecte, aucun des critères fixés par le traité de Maastricht.**

Dans le cadre du **Plan National de Relance et de Résilience, le pays devrait percevoir jusqu’à 80 milliards d’euros de fonds européens sur la période 2021-2027, soit environ 33% de son PIB.**

**Le secteur bancaire roumain est de petite taille**, comptant une trentaine d’établissements dont 19 avec un actionnariat étranger majoritaire**. Près de 70% des actifs bancaires sont détenus par des institutions à capital étranger.** Le niveau **de capitalisation est confortable** (plus de 23% à fin décembre) et **relativement stable avec un ratio supérieur à la moyenne de l’UE** (19%). Le **taux de NPL s’est fortement réduit pour atteindre moins de 3%** (plus de 20 % en 2014), mais reste plus élevé que la moyenne de l’UE (1,8%). **Les banques roumaines sont exposées au risque souverain avec près de 22% de leurs actifs sous forme de titre de dette publique. Aussi, les banques roumaines sont soumises aux directives de la BRRD.**

**Conclusion : Les crises successives récentes (COVID, invasion de l’Ukraine) ont fortement éprouvé la Roumanie. Les années à venir seront décisives pour analyser la résilience réelle de son économie. Son intégration croissante au sein de l’écosystème de l’Union Européenne, son marché intérieur conséquent et son indépendance énergétique sont autant d’éléments qui représentent des motifs d’espoir. Cependant, des doutes subsistent quant à sa capacité à relever les défis majeurs qui s’annoncent. Parmi ceux-là, la lutte contre une corruption qui y est endémique, en effet le pays est au 63ème rang du classement de l’indice de perception de la corruption, soit la deuxième pire performance parmi les pays de l’Union, et le déclin démographique expliqué par un faible taux de natalité et une émigration importante. En cette « super-année électorale », il serait judicieux de connaître les propositions de chacun des acteurs politiques pour apporter des réponses à ces deux problématiques qui semblent incontournables dans l’hypothèse d’un essor de l’économie roumaine.**

*Rédigé le 30 mai 2024*